IIIme Année. — N° 3 Prix du numéro: 10 centimes Genève, Samedi 19 Janvier 1918

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Samedis

Rédacteur en chef: Dr Lazar Marković, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION
69, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

ABONNEMENT { Suisse..... 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. — »

Les démocraties occidentales et la maison de Habsbourg

D'après les derniers discours du président Wilson et de M. Lloyd George, on serait enclin à conclure que la politique de conciliation et d'entente que les deux chefs préconisent, ne saurait être réalisée qu'en sacrifiant les Slaves du Sud, auxquels cette fois-ci on ne promet que « l'occasion d'un développement autonome plus large ». En lisant la partie des discours se rapportant aux Slaves d'Autriche, on croit revivre le cauchemar des jours qui précédèrent la conclusion du fameux traité de Berlin, lorsque les ennemis de la veille s'entendirent aux frais du peuple serbe, au détriment de ses aspirations légitimes. Avant l'ouverture du Congrès, le sort de deux provinces serbes, de Bosnie et d'Herzégovine, fut scellé par les conventions secrètes passées entre l'Angleterre et l'Autriche (6 juin 1878) et l'Autriche et la Russie (13 juillet 1878). Ce fut là, après l'annexion de l'Alsace-Lorraine qui eut lieu quelques années auparavant, la plus grande injustice commise au cours du XIXe siècle. Cette injustice pesa lourdement sur la destinée de la Serbie et sur la conscience de l'Europe à laquelle elle imposa le régime de la « paix armée » pratiqué depuis. C'est dans cette injustice comme dans celle faite au dépens de la France par le traité de Francfort qu'il faut chercher les véritables origines de la guerre.

Durant une certaine période de la guerre actuelle, il semblait bien que les fautes du passé ne se répèteront pas à l'avenir. Pourtant il serait peut-être plus facile à un chameau de passer par le chas d'une aiguille que ne le serait aux hommes d'Etat de l'Occident, même les mieux doués, à comprendre certains problèmes politiques de l'Europe sud-orientale et d'en saisir la signification et la portée. C'est pourquoi il ne nous paraît pas inutile de signaler ici le danger d'une politique dont les effets ne tarderont pas à se faire sentir et qui met en péril l'existence même du monde yougoslave. Il s'agit bien ici de l'avenir de tous les Slaves du Sud que les Austro-Allemands avant la guerre entendaient réduire à une sorte d'ilotisme politique, et que les chefs des démocraties occidentales estiment devoir abandonner à leur sort.

Les derniers discours-programmes des chefs des démocraties occidentales comparés aux précédents marquent un recul sensible quant à leurs engagements antérieurs vis-à-vis des peuples slaves de la monarchie dualiste.

D'abord, traitant la question de la Pologne, M. Lloyd George en parle cette fois comme d'une combinaison politique nécessitée par la situation internationale. « Il faut créer une Pologne libre et indépendante afin de maintenir l'équilibre des forces entre l'occident et l'Allemagne ». Ce n'est donc plus le principe de nationalité qu'on invoque en faveur de la restauration de ce pays civilisé, mais le principe suranné de l'équilibre européen, le même qu'on fait valoir lorsqu'il s'agit de conserver l'édifice suranné de l'Autriche-Hongrie !!

D'autre part, d'après les mêmes discours, le sort des Yougoslaves semble être suffisamment garanti par les autonomies qu'on espère obtenir pour eux. Or, la plupart des Yougoslaves d'Autriche ont déjà depuis longtemps leur autonomie. Seulement, ce mot ne signifie pas grand'chose dans un Etat comme l'Autriche-Hongrie, qui n'hésite pas à déchirer même les traités internationaux, dès que ceux-ci commencent à la gêner.

Depuis 1868, la Croatie possède la fameuse « Nagoda » (entente, contrat), que les Magyars conclurent avec elle au lendemain du Compromis avec l'Autriche, et pourtant, depuis cette époque, l'histoire de la Croatie n'est qu'une longue suite d'illégalité et d'actes arbitraires. Malgré la Nagoda, Khuen Hedervary, qui gouverna la Croatie pendant 20 ans (1883-1903), réussit à faire de ce pays « autonome » une province hongroise, la plus maltraitée et la plus misérable des provinces[1]. Le régime d'oppression, de rapt et d'arbitraire qu'il y inaugura ne fut dépassé que par celui du gouvernement de Kallay, en Bosnie.

Les Serbes de Hongrie jouirent également d'une autonomie qui leur fut accordée en 1848, lors de la révolution[2]. Mais cette autonomie dura autant que le danger qui menaçait la maison des Habsbourg. Le fameux compromis (1867), en consacrant l'hégémonie des Magyars, mit fin aux libertés des Serbes en Hongrie. Voilà pourquoi les Yougoslaves ne peuvent plus se fier aux promesses alléchantes qu'on leur fait de tous les côtés.

Et maintenant, lorsqu'on parle de libérer même les peuplades d'Australie et d'Afrique, ainsi que les provinces de l'Asie-Mineure du joug des Turcs, on se propose de laisser les Serbes et les Croates aux mains des Magyars, amis et frères des Turcs !!

On invite maintenant les Yougoslaves à rentrer dans la cage dorée que l'Autriche leur ouvrira gracieusement sur la demande des Alliés. Au lieu de libérer les peuples opprimés en brisant leurs chaînes, on va élargir ces chaînes et les rendre plus solides. Quel spectacle bizarre que de voir les démocraties de l'Occident préoccupées de conserver le fief de la maison des Habsbourg au prix des libertés des peuples de la Monarchie bicéphale !

Au principe de nationalité, aux droits de la race, aux droits historiques et naturels des Slaves du Sud, on veut opposer les droits matrimoniaux de la maison d'Autriche, le principe d'équilibre et « la raison d'Etat » des Magyars ! On offre aux descendants du roi Zvonimir et du Ban Tvrdko, aux peuples ayant une histoire glorieuse, un passé de plusieurs siècles et une culture avancée, « l'autonomie » et « l'occasion d'un développement plus large ». Comme si à notre époque l'indépendance nationale n'était pas une condition absolue de la prospérité matérielle !

Quant au Royaume de Serbie qui dans cette guerre a perdu plus d'un quart de sa population, réduit à ses anciennes frontières, séparé de ses frères et encerclé par ses ennemis, il ne pourra subsister longtemps comme Etat indépendant. Sur la route d'Orient, la poussée germanique ne trouvera donc plus que les Bulgares asservis et les Jeunes-Turcs domestiqués.

M. D. M.

[1] E. Denis : La Grande Serbie, p. 155. Bibliothèque d'histoire et de politique. Paris. Librairie Delagrave.

[2] V. Rescrit de François-Joseph, daté d'Olmütz, 15 déc. 1848. Le grand-duché serbe « Voïvodina », dont l'administration indépendante de celle de la Hongrie relevait directement du ministère impérial, ne fut créé que plus tard, le 18 novembre 1849, et l'empereur ajoutait à ses titres celui du grand voïvode serbe, qu'il porte encore à présent, bien que le duché serbe de Hongrie n'existe plus depuis longtemps.

Une explication scientifique de l'Autriche

Les Autrichiens se sont révélés au cours de la guerre des esprits très inventifs dans la défense théorique de la Monarchie. En présence des déclarations et manifestations ouvertes des peuples de la Monarchie, toutes insistant sur leur volonté inébranlable de constituer des Etats nationaux indépendants, essayer de parler en faveur de l'Autriche et de sa conservation, c'est une tâche vraiment difficile. Et pourtant les savants autrichiens ne s'en font pas et avec un élan tout à fait juvénile, qui rappelle les mélodies légères des opérettes viennoises, ils se mettent à l'œuvre. L'un d'eux, M. le Dr Erwin Hanslik, vient de publier les résultats de ses études dans un livre intitulé: L'Autriche, la terre et l'esprit[1]. Ils sont bien étranges, ces résultats. M. le professeur Hanslik s'efforce en effet de démontrer que l'Autriche a été méconnue, qu'elle n'est pas ce qu'on pense, qu'elle est tout autre chose. M. le professeur Hanslik a découvert que ce ne sont ni la langue ni la race des peuples qui déterminent l'essence d'un Etat, mais que c'est uniquement l'espace géographique qui fait l'Etat. Louis XIV a eu tort de dire: l'Etat, c'est moi ! Mais les peuples d'aujourd'hui ont non moins tort de déclamer: l'Etat, c'est nous, le peuple. Non, s'exclame le savant autrichien: l'Etat, c'est l'espace géographique — géographischer Raum ! Les hommes jouent le rôle des plantes et pour les plantes tout le monde sait que c'est le terrain avec ses hauteurs, ses vallées, ses pentes, ses cours d'eaux qui importe. Les éléments géographiques sont des facteurs principaux dans la formation des Etats, et l'Autriche jugée de ce point de vue, est incontestablement une création des lois de l'espace. C'est là que réside sa justification, la raison d'être de son existence.

Comme création géographique l'Autriche a la tendance de s'élargir, de se parfaire. La direction, c'est Salonique et Constantinople. Tout doit s'effacer devant l'Autriche qui est une œuvre d'art (Kunstwerk). « La grande Bohême, la Serbie, la Pologne, l'Italie, l'Ukraine, ne sont rien que des fantômes de la fantaisie nationale et scientifique, des nuages, des revenants, qui ne peuvent subsister devant les lois de l'espace ».

On ne peut que recommander ce livre aux lecteurs comme une publication actuelle et utile. Nous parlons tout à fait sérieusement, parce qu'en somme M. le professeur Hanslik peut bien avoir raison: nous qui sommes tout près de la Monarchie et dans la Monarchie, nous ne la connaissons pas, probablement. Ceux qui sont loin d'elle et qui réclament sa conservation doivent être plus avisés que nous. Ce qui est regrettable c'est qu'ils ne soient pas venus plus tôt nous confier ce mystère. Leurs plaidoiries auraient eu plus d'effet !

[1] Dr. Erwin Hanslik : Oesterreich. Erde und Geist. Wien, Verlag für Kulturforschung, 1917.

Hoch Oesterreich !

par SIEGFRIED FLESCH

Nous empruntons à notre confrère de Berne, la « Freie Zeitung », du 10 janvier, l'article suivant, dû à la plume éloquente de M. Siegfried Flesch :

Un abîme infranchissable sépare aujourd'hui deux mondes ennemis. Les paroles prononcés par un parti pour être entendues de l'autre, ne peuvent avoir que deux buts. Ou l'on dit à l'ennemi : « Il n'y a que ta débâcle qui peut remplir le fossé qui nous sépare », ou bien : « Je veux essayer de construire un pont qui nous réunirait de nouveau ». Mais aussi bien dans le premier que dans le second cas, un tableau clair de la situation future doit servir de guide, parce que tôt ou tard il faudra se rendre compte à quel endroit on effectuera le passage.

On sait aujourd'hui que l'évolution de l'histoire ne sera jugée, après la guerre, par les mêmes critères, ni par la même mentalité qu'avant la guerre. D'un autre côté, tout ordre nouveau devra se rattacher aux valeurs existantes, de sorte que les questions brûlantes qui n'auront pas trouvé leur solution dans l'Europe ancienne, se verront élucidées par la guerre. Autrement on ne pourrait pas épargner à l'Europe de longues luttes nouvelles.

Si M. Lloyd George a parlé dans le premier sens, il veut alors rendre l'Europe heureuse par une nouvelle édition, « revue et corrigée », de l'Autriche. S'il a envisagé le second cas, il a choisi pour passerelle, pour traverser l'abîme, une planche vermoulue.

La nationalité est le mot vivant qui pousse l'histoire de l'Europe depuis l'époque napoléonienne. Toutes les luttes entreprises depuis, ont leur origine dans ce principe, de même la guerre actuelle, dont la cause principale a été dissimulée par une littérature de guerre intéressée. Aujourd'hui, c'est le principe d'Etat qui est en lutte avec le principe de nationalité, et nous voyons clairement que là où les transformations les plus importantes se sont effectuées comme signes précurseurs de l'après-guerre, en Russie, l'indépendance nationale des peuples particuliers se manifeste comme la condition préalable de toute évolution ultérieure.

Une guerre qui a sa source dans la nécessité d'un progrès irrésistible, dont le but humain, d'ordre général, ne peut être atteint par aucun autre moyen, ou qui est menée contre celui qui conteste à une nation le droit de remplir sa propre mission, une telle guerre est une guerre sainte, tandis que toute autre n'est qu'un fratricide. De même que les particuliers, les nations sont appelées à combattre en commun le mal, là où il se trouve. Quoiqu'il arrive, la durée de la guerre ne peut pas faire d'une lutte consciente pour le progrès, un simple fratricide. Toute déviation de ses buts pourrait conduire aux conséquences incalculables, qui dépasseraient de beaucoup toutes les horreurs de la guerre. Dans un écrit de l'année 1857 on peut lire :

« Est-ce que la diplomatie européenne n'a pas encore reconnu que la cause de tous les maux en Europe sont l'Autriche et la Turquie, l'Autriche avec ses nationalités mécontentes, avec la malédiction de l'Europe sur ses drapeaux, la Turquie — une projection asiatique sur le sol européen. »

Les nationalités sont invincibles comme la conscience, on peut les subjuguer pour un certain temps, mais pas les anéantir.

M. Lloyd George oublie-t-il que parmi le peu de problèmes politiques sérieux dont on parlait pendant la guerre, se trouve la question du Mittel-Europa ; ne s'aperçoit-il pas que le programme qu'il vient de proclamer exclut le Hambourg-Bagdad, mais qu'il admet le Hambourg-Salonique ; tout impérialisme allemand disparaît cependant avec celui de l'Autriche. N'a-t-il pas

lui-même, ainsi que Asquith, Churchill et Morley, proclamé publiquement, au commencement des guerres balkaniques, la faillite de la diplomatie anglaise ? En décembre 1914, George Macaulay Trevelyan a publié dans le « Maclure's Magazine » un article (« L'Europe après la guerre »), où il reconnaissait également la faillite de la diplomatie anglaise et prévoyait un réajustement de l'Europe sur la base du principe de nationalité.

Depuis la guerre de Crimée jusqu'à nos jours, la diplomatie européenne a motivé l'existence de l'Autriche et de la Turquie par le fantôme de l'impérialisme russe. Puisque maintenant on ne peut plus parler de l'impérialisme russe, est-ce que l'on a, par exemple, l'idée d'utiliser l'Autriche dans la défense contre l'impérialisme prussien, surtout depuis que les divisions autrichiennes sont dirigées en France et en Flandre pour protéger l'Alsace-Lorraine !! Et les volontaires tchéco-slovaques qui combattent sous les drapeaux français, est-ce que c'est pour le maintien de l'Autriche qu'ils doivent lutter ?

Est-ce que la diplomatie européenne tourne toujours autour des idées du Congrès de Vienne, sans vouloir reconnaître pour un seul instant les droits naturels ? Il paraît que même aujourd'hui, au milieu d'une des plus épouvantables et des plus sanglantes crises nationales, quelques-uns des ministres des affaires étrangères ne peuvent entendre parler des Etats non constitués qu'avec horreur ; ils considèrent les représentants des peuples tendant à se relever, plutôt comme des parvenus pris du délire des grandeurs et non comme des hommes luttant pour un droit sacré que leurs peuples ont acquis par un accomplissement rigoureux de leurs devoirs.

Est-ce qu'il serait, sans cela, possible qu'un ministre-président anglais pût parler aujourd'hui d'une reconstruction de l'Europe sans mentionner les Yougoslaves ? Les paroles, qu'un peuple qui sait chanter ses défaites, est immortel, ne sauraient être étrangères à M. Lloyd George. Et lorsque le peuple serbe écrasé, trahi et abandonné, se rendait en exil par la plaine de Kossovo, il était animé d'un esprit dont toute grande puissance pourrait l'envier. L'entretien avec Lord Grey, n'a-t-il pas, par exemple, inspiré M. Lloyd George précisément sur ce point-là ?

En 1871, Guiseppe Mazzini écrivait :

« Une alliance entre l'Autriche-Hongrie et la Turquie est inévitable avec le temps, notamment une alliance dont l'objet sera l'oppression des Yougoslaves, parce que leur indépendance nationale signifierait la fin du régime turc en Europe et l'affaiblissement, sinon la mort, de la Monarchie danubienne. La Turquie et l'Autriche sont condamnées à disparaître, la poignée de 'épée qui les abattra, est entre les mains des Slaves du Sud. — Nous pouvons affirmer aujourd'hui que le succès du mouvement slave est assuré. Il ne s'agit plus de l'empêcher ou de le nier, mais de le suivre et conduire de façon à en tircr les profits européens ; il rajeunira la vie européenne par des impulsions et des forces nouvelles ; il doit élargir l'étendue des changements infaillibles dans le domaine moral et social. Ce mouvement slave, s'il est combattu, laissé à lui seul ou bien falsifié, peut coûter à l'Europe vingt ans de crises les plus affreuses et des torrents de sang. »

Il semble inconcevable qu'un esprit humain ait pu, avant la guerre de 1877, avant les guerres balkaniques de 1912-13, reconnaître, avec une telle clarté, les questions slaves comme des problèmes essentiels de la politique européenne, et même indiquer les moyens pratiques pour leur solution, — tandis qu'il y a encore aujourd'hui des hommes politiques qui fournissent journellement des preuves de n'avoir été, telles des vierges innocentes, pas même effleurés par les questions nationales en général et plus particulièrement par les questions slaves ! On a entendu même parler, çà et là, au cours de la guerre, de la « vénérable » monarchie autrichienne, pendant que le professeur Massaryk et les Yougoslaves errent dans le monde comme des mendiants et doivent être contents de n'être pas livrés à leurs oppresseurs !

Les Yougoslaves et les discours Lloyd George-Wilson

Le Comité yougoslave nous envoie la déclaration suivante avec prière de la publier :

Nous nous sentons obligés d'exprimer notre opinion relativement aux discours du ministre président anglais et du président des Etats-Unis, discours qui révèlent un désir sincère d'une paix juste et durable en accord avec le principe que la réorganisation territoriale doit avoir sa base sur le principe d'un gouvernement avec le consentement des gouvernés. Cependant nous devons déclarer que le peuple yougoslave (serbo-croate et slovène) ne peut être satisfait des parties des discours qui ont trait à l'Autriche-Hongrie, dont l'état (ainsi que le premier ministre britannique l'a démontré) a constitué longtemps un danger pour la paix générale et ne saurait être renouvelé par l'espoir tout à fait problématique de la démocratisation de l'Autriche-Hongrie sur la base de l'autonomie seule. La seule voie pour écarter complètement le danger pour la paix est de libérer les nationalités subjuguées en leur donnant le droit — que M. Lloyd George accorde même aux tribus indigènes des colonies allemandes — d'élever la voix afin de déterminer leur propre avenir. Le principe du gouvernement avec l'assentiment des gouvernés a été sanctionné irrévocablement par le gouvernement du royaume de Serbie et par le Comité yougoslave, comme représentant autorisé des huit millions de Yougoslaves d'Autriche-Hongrie et des colonies yougoslaves des deux Amériques et des dominions britanniques.

Cette déclaration qui constitue le programme national approuvé par tout notre peuple demande la complète séparation de l'Autriche-Hongrie et l'union avec la Serbie et le Monténégro en un Etat sur la base de la liberté démocratique et des droits égaux pour tous les citoyens ; pour cette idée tout notre peuple combat ; pour elle la Serbie et le Monténégro ont subi un terrible désastre. Pour elle les divisions yougoslaves, formées de volontaires d'Autriche-Hongrie, ont versé en Dobroudja leur sang aux côtés des Alliés.

A. Gauvain contre Lloyd George

Dans le « Journal des Débâts » du 8 janvier, M. Gauvain commente ainsi le discours de Lloyd George :

« M. Lloyd George a dit fort justement que les Alliés ne se battaient pas pour détruire l'Autriche-Hongrie. Aucune des puissances aujourd'hui coalisées contre l'Austro-Allemagne ne songeait, en effet, avant le mois d'août 1914, à porter la moindre atteinte à la monarchie dualiste. Mais les Cabinets de Vienne et de Pest, les hommes qui gouvernaient les deux moitiés de cette monarchie ont alors délibérément lancé leurs peuples dans une guerre féroce en se solidarisant avec l'Allemagne. Ces peuples n'ont pas été consultés. Ils ont prouvé depuis 1914 qu'ils auraient, en grande majorité, refusé leur consentement à la déclaration et aux crédits de guerre. Une partie d'entre eux nous envoie les soldats qui ont pu échapper à la contrainte gouvernementale. La reconnaissance, la justice et le souci de notre sécurité future exigent donc que nous mettions ces peuples en mesure de faire valoir tous leurs droits, de jouir d'un gouvernement « consenti » par eux. Or, ils ne pourront obtenir ce gouvernement que dans l'indépendance. Ils le déclarent publiquement, en plein Reichsrat, à la face des ministres de l'empereur-roi. Connaissant mieux l'Europe centrale et plus avisés que les petits Metternich occidentaux, ils constatent, après de cruelles expériences, que les pays constituant la monarchie austro-hongroise ne pourront être soustraits au joug germanique qu'en acquérant la pleine indépendance. Il est étrange que certains hommes d'Etat s'obstinent à ne pas le croire et à imaginer des combinaisons dont l'inévitable résultat serait de les replacer en fait sous l'hégémonie germanique, c'est-à-dire de maintenir dans un cadre plus ou moins élastique, le bloc de 120 millions d'Austro-Allemands qui pesait avant 1914 sur toute la politique européenne et qu'on a fait rouler sur nous pour nous écraser.

« En parlant de ces peuples, M. Lloyd George a demandé qu'il leur fut accordé « une autonomie véritable suivant des principes démocratiques ». S'il a voulu dire que cette autonomie serait telle que les gouvernés en fussent satisfaits, son langage ne provoque pas d'objections. Mais plusieurs commentateurs français publient déjà des observations inquiétantes. Ils félicitent l'orateur d'avoir ménagé l'Autriche-Hongrie et ils espèrent que Charles Ier se montrera assez touché de cette modération pour renoncer à l'idée d'envoyer des troupes sur le front occidental. Il faut dénoncer sans retard cette observation. Si l'empereur-roi d'Autriche-Hongrie n'envoie pas de troupes sur notre front, c'est qu'il ne le pourra pas. Il est entre les mains de Guillaume II et fera ce que celui-ci exigera. S'il nous fait menacer aujourd'hui en essayant de nous engluer, c'est afin de nous faire commettre une nouvelle faute et une lâcheté. Il désire que nous abandonnions la cause des peuples qui se sont compromis pour nous afin de pouvoir leur dire : « Voyez ! Les Alliés avec qui vous persistez à vous solidariser vous sacrifient à leurs convenances. Vous ne pouvez compter sur eux. Rentrez donc dans le giron austro-hongrois où je vous recueillerai avec indulgence. » Comment les Tchéco-Slovaques, les Yougoslaves pourraient-ils résister à cet appel ? Se feraient-ils, sans aucun espoir dans le succès final, exterminer ou emprisonner jusqu'au dernier par leurs maîtres ? Ils se courberaient devant la nécessité d'opération faite ; Charles Ier et ses ministres nous diraient : « Les peuples pour qui vous réclamez l'indépendance sont parfaitement satisfaits de leur sort ; occupez-vous donc de ce qui vous regarde. » Et nous aurions ainsi reconstruit de nos propres mains le bloc des cent-vingt millions d'Austro-Allemands obéissant à une même consigne militaire. Où seraient les garanties du maintien de la paix et de l'indépendance des peuples ?

« Nous avons jusqu'ici manqué de gagner la guerre pour n'avoir pas voulu la faire contre tous nos ennemis, pour avoir traité en futurs amis des gouvernements qui avaient voulu nous détruire et qui ne peuvent pas avoir changé d'intention parce que leur intérêt reste le même. Nous manquerions la dernière occasion de gagner la guerre si nous trahissions les peuples qui ont mis leur confiance en nous. La défaite se joindrait à l'opprobre. Pour conduire victorieusement la guerre, nous avons besoin des contingents militaires de ces peuples. Pour venir à bout de l'Allemagne, il est absolument nécessaire que l'Autriche-Hongrie, en tant que monarchie habsbourgesise, soit préalablement mise hors de cause. C'est seulement après que l'Allemagne ne disposera plus des troupes austro-hongroises qu'elle pourra être vraiment acculée. En facilitant au gouvernement de Vienne la réconciliation avec ses Slaves, nous nous suiciderions. A défaut du sentiment et de l'honneur, l'intérêt nous commande la fidélité. »

La France pour la Serbie

M. Pichon, parlant le 11 janvier à la Chambre des députés, a fait à deux reprises allusion à notre pays, la première fois pour dire que la France, alliée fidèle de la Russie, est allée jusqu'à l'accomplissement du devoir suprême. „ Le jour, a dit M. Pichon, où un peuple slave, le peuple serbe, a été pris à la gorge par l'impérialisme allemand, nous nous sommes dressés aux côtés de la Russie, pour la défense de la liberté." La seconde fois, c'est pour déclarer solennellement que la France est ferme dans ses accords avec les alliés. „ Nous en avons avec l'Italie, la Serbie, la Roumanie, avec plusieurs de nos alliés et, pour rien au monde, nous ne les romprons."

C'est la première fois, à notre connaissance, qu'un ministre responsable allié parle des accords formels passés avec la Serbie. M. Pichon, avec la noblesse coutumière à son peuple, a déclaré que pour rien au monde la France ne passera outre aux obligations contractées. Nous ne voulons pas souligner cette déclaration tout à fait naturelle dans la bouche du représentant d'un peuple chevaleresque. Si nous citons les paroles de M. Pichon, c'est pour dire de notre côté que la Serbie n'oubliera jamais que ce fut la France qui accourut la première au secours de la Russie et de la Serbie. Et nous pouvons dire que si les maximalistes de Pétrograd ont trahi cette même France qui se sacrifiait en 1914 pour la Russie, pour le peuple russe, les véritables Russes ne sont pas coupables de cette trahison ignoble, qui fait rougir tous les patriotes slaves.

FEUILLETON

L'ANNIVERSAIRE DE IVO VOINOVITCH

— Une interview avec le grand poète —

(Suite)

Jamais de toute ma vie je n'ai eu des suggestions plus intéressantes que pendant le trajet, après cette petite réflexion nerveuse et tendue : Si le train venait à s'arrêter ou bien si quelqu'un jetait un cailloux dans le train, ou bien s'il tombait de quelque part un projectile —je serais tué comme un chien au milieu d'un champ — mais à présent nous voilà vivant... et en prison. Un bon petit souper, quelques notes égrenées par quelque lointain piano, qui se moque de nous, les otages musicaux et là-bas, au fond de la cellule, l'infecte odeur du fameux seau à ordures (Kübel) ! A vous dire la vérité, nous avons bien mangé quand même — et nous avons même bu un litre de vin, qui nous a délié la langue. Et ces deux autres malheureux nous ont écouté avec le même intérêt que si on leur avait ouvert la porte de la prison. Ils finirent par nous raconter leurs histoires. Toujours ces mêmes accusations stéréotypées, bêtes et funestes. « On m'accuse d'avoir caché une bombe ou d'avoir été à Belgrade pour assister aux fêtes de Dorothée. »

Onésime ajouta encore : « Je suis inculpé d'avoir conseillé à nos soldats de ne pas tirer sur nos frères serbes. » — Et toi, Onésime, que dis-tu de tout çà, lui demandais-je en lui regardant droit dans ses yeux d'aigle. Penses-tu donc, camarade, que je sois devenu fou, répond celui-ci avec un tranquille mépris et assez justement. Nous quatre avons causé jusqu'à quatre heures du matin. Onésime questionnait à chaque instant : « Crois-tu que je serai condamné ? » J'essayai de transfuser dans son âme toute ma gaîté, ma sérénité et mon insouciance. Et quand il fut tout à fait gai, il commença à nous parler de ses enfants, de sa femme et de sa terre...

Il se coucha tranquillement, et, en nous serrant la main, il ajouta ; « Je te remercie bien, camarade, pour tout cela. »

Une heure du matin vient de sonner. J'attendais, éveillé d'autres otages venant de Spalato et des Castelli et nous bavardâmes encore jusqu'à quatre heures du matin. A ce moment nos geôliers vinrent nous emmener, mon ami et moi, pour nous conduire à Sébénico en chemin de fer.

Je m'habillai rapidement. Avant de sortir je m'approchai du supérieur et lui serrai la main : puis je me dirigeai vers Onésime Popovitch. Lui non plus ne dormait pas. Il voulut se lever, mais je me penchai vers lui et l'embrassai.

Adieu, Onésime... au revoir, lui dis-je. Il m'attira à lui et me dit à l'oreille : merci, frère !...

Quinze jours plus tard il fut fusillé.

Cependant, l'autre jour, j'ai vu un groupe de soldats défiler devant sa tombe. Car après son supplice il fut acquitté et réhabilité. Comprenez-vous maintenant, cher ami, pourquoi, tous les jours, quand je fais ma prière, je pense à mon malheureux compagnon Onésime, en suppliant Dieu que la vengeance ne dépasse pas les limites de la justice.

Encore qu'ému par ces souvenirs inattendus et tragiques, j'eus le courage de demander à notre jeune vieillard des nouvelles de sa santé. « Comme il plaît à Dieu » me rédondit-il tranquillement. A la prison de Sébénico j'ai ressenti des douleurs à l'œil gauche et la nuit, j'avais d'étranges visions. A Noël 1914 j'ai demandé un conseil médical, et trois médecins affirmèrent que j'avais à l'œil gauche une maladie dangereuse, le glaucome. Fort du certificat qu'ils me donnèrent, attestant que je devais immédiatement être transporté dans une clinique hors de Spalato, pour être opéré par un spécialiste, j'ai demandé au gouverneur de Zara, par l'entremise de la sous-préfecture de Spalato, d'être transporté à Trieste, chez le célèbre oculiste, le Dr Botéri, surtout parce que j'avais, à ce moment, une tante à Trieste, ce qui aurait facilité ma guérison.

Le croiriez-vous ? Ce n'est que cinq mois après, au commencement de mai 1915, que m'est parvenue une réponse négative, et quelques jours après, c'est-à-dire fin mai 1915, on m'envoya de nouveau, comme otage, avec un « bataillon de marche » de Sébénico, à travers la Bosnie et la Croatie, jusqu'à Karlovats, d'où j'aurais dû, d'après l'ordre de marche, voyager « per Schub » (en panier à salade) jusqu'aux camps de prisonniers de Leibnitz ou de Mittergrabern, en passant par toutes les prisons de la Styrie. Comme cela était à prévoir, mon état s'aggrava, à la suite de tout cela, au point que je dus être, lors de mon passage à Zagreb, transporté à l'hôpital des sœurs de Charité. Il m'a fallu longtemps pour me relever de toutes ces fatigues, avant d'affronter l'opération.

Mais, hélas, ma force de résistance avait déjà tellement diminué qu'aucune opération ne put plus m'aider. L'œil gauche est complètement perdu, et nous luttons à présent pour sauver le droit. Jusqu'à présent ça va — mais le glaucome est une maladie incurable et sournoise. Pendant longtemps elle s'efface, et subitement elle reparaît.

— Ecrivez-vous quelque chose en ce moment ?

— Je prépare la matière pour l'œuvre de ma vie, et à part cela je mets au point une nouvelle édition de mes œuvres dramatiques, qui sont toutes épuisées.

— Et l' « Imperatrix », demandai-je à l'écrivain. Vous nous parlez de tout, sauf d'elle. Et pourtant bien des gens disent que c'est là votre chef-d'œuvre.

— Je puis vous parler de cela aussi, nous répond Ivo Voïnovitch, mais encore une fois, pourquoi ? Mon désir le plus fervent de lire moi-même cette œuvre devant un cercle d'amis, Dieu sait si jamais il se réalisera. C'est là un rude travail — et puis mon œil ? C'est là l'œuvre du sort. Je l'ai préparée pendant de longues années, et puis je l'ai écrite d'un seul trait, depuis février jusqu'au 4 juin 1914. Il n'y avait alors pas le moindre présage de l'orage à l'horizon mondial, et déjà mon drame parle de la guerre.

— Avez-vous envoyé ce drame aussi au théâtre croate à Zagreb ?

— Evidemment. J'ai conclu un contrat avec la direction, m'engageant à écrire chaque année, pendant mon congé, un drame. Et j'ai

Saint Joseph-Caillaux

Cette fois-ci on le tient, ce défaitiste Caillaux, le grand saboteur de la guerre. Nous étions sûrs que tôt ou tard il faudrait passer par là. M. Clémenceau n'y allait pas par quatre chemins sachant bien qu'il est difficile de plaire à tout le monde.

Notre pays n'a pu acquérir les bonnes grâces de M. Caillaux. « Lorsqu'elle sera trahie, elle n'aura que ce qu'elle mérite », disait-il à propos de la Serbie. Pourtant la fidélité de celle-ci et ses sacrifices suprêmes lui valurent les sympathies et l'admiration du monde entier. Pourquoi donc M. Caillaux s'acharnait-il contre la Serbie, amie et alliée de la France ?

Mais pour juger M. Caillaux et ses propos il faut tenir compte de son caractère. Etant de la secte d'Epicure, il ne peut guère apprécier le stoïcisme. Il ne peut, non plus, comprendre qu'un peuple sacrifie tout à son honneur. Le caractère mercantile de M. Caillaux l'empêche de nous estimer et de nous aimer. « Si vous prêtez aux Grecs, disait Polybe, *un talent avec dix promesses*, dix cautions et autant de témoins, il est impossible qu'ils gardent leur foi, mais parmi les Romains soit qu'on doive rendre compte des deniers publics ou de ceux de particuliers on est fidèle à cause du serment que l'on a fait. » (Polybe, livre VI). Voilà déjà dans l'antiquité des gens qui n'avaient pas les mêmes notions d'honneur ni les mêmes idées, ou commé le disait M. Caillaux « la même opinion ».

Ce qui est plus étonnant chez M. Caillaux, c'est qu'il avait très mal jugé de son propre pays. Il l'avait méconnu tout comme l'avaient fait les Allemands, lorsqu'ils l'attaquèrent au début de la guerre, croyant qu'en France ils ne trouveront pour la défendre que des gens à la Caillaux. Et ce sera sa perte que d'avoir méconnu son pays. Aussi serait-il juste cette fois-ci qu'il le paye. Il y a de mauvais exemples qui sont pires que des crimes ; et un plus grand nombre d'Etats ont péri parce qu'on a violé les mœurs que parce qu'on a violé les lois. A Rome ces abus étaient sévérement réprimés par les censeurs qui avaient le droit de chasser du Sénat qui ils voulaient et de faire déchoir du rang tout citoyen indigne en le privant de ses privilèges et de sa noblesse particulière.

M. René Pichon a très bien dit l'autre jour, lorsqu'en parlant de la Serbie et de M. Caillaux il accusa ce dernier d'avoir trahi en plus des intérêts français, l'esprit moderne de justice et de liberté et l'âme haute et pure de la France. En effet M. Caillaux tendait par ses propos et ses actes à changer l'esprit et le cœur des Français, à corrompre ce qu'il y avait de plus noble dans le caractère de ce peuple chevaleresque, le sentiment d'honneur et la notion de la justice.

Pour M. Caillaux c'est la Serbie qui fut le bourreau et c'est l'Autriche qui fut la victime, tout comme l'Allemagne, au dire de nos ennemis, faillit être écrasée par la Belgique qui la menaçait constamment. C'est donc l'Allemagne qui serait le martyre et la Belgique qui serait l'oppresseur ! Aussi il faut dédommager les deux pays martyrs, l'Allemagne et l'Autriche, au détriment de la Serbie, et de la Roumanie. On ne voit pas bien pourquoi M. Caillaux se prend-il aussi à la Roumanie, mais il suffit, paraît-il, qu'un pays se range du côté de l'Enteute pour que M. Caillaux ait des griefs contre lui.

Reste à savoir ce que mérite M. Caillaux pour avoir embrassé en pleine guerre la cause des ennemis de son pays, et ce qu'il a mérité en servant sa patrie comme il l'avait servi. Les uns prétendent que M. Caillaux aura le sort de Casement ; les autres, qu'il lui sera réservé le châtiment du traître Cavallini.

D'autres enfin sont d'avis qu'on se contentera de lui témoigner à l'avenir le mépris général. Quant à nous, nous sommes d'avis que le dernier exploit de M. Caillaux sera fort goûté par nos voisins bulgares chez lesquels la trahison a toujours été bien portée. M. Caillaux y sera donc vénéré et aimé comme un bon allié à l'égal de l'ex-roi Constantin, de Gounaris, de Zaïmis et consorts. Il n'est pas impossible que dans le nouveau calendrier bulgare son nom figure parmi les saints de l'église bulgare. Le nouveau Saint-Joseph Caillaux sera sans doute proclamé « patron des Bulgares ».

En attendant cet événement heureux nous voudrions voir les exploits de M. Caillaux chantés par le « Pindare bulgare » Yvan Arkendoff, celui qui composa « le fameux chant guerrier » que nos lecteurs ont eu le plaisir de goûter dans un des récents numéros de « La Serbie ». Ce sera là notre seule vengeance à l'égard de M. Caillaux parce que nous pourrons dire alors « qu'il n'a que ce qu'il a mérité. »

CALLISTHÈNE.

Les Yougoslaves espèrent

A l'occasion de Noël, les journaux yougoslaves résument la situation de l'année qui finit et expriment des vœux pour l'année qui commence.

Le « Slovenski Narod » (24 décembre) écrit :

« Avant tout, nous sommes conscients que la paix ne peut nous être favorable et avoir de valeur que dans le cas où sa condition essentielle — la réalisation du principe du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes — venait à être accomplie. Nous voulons être maîtres de notre pays, de notre destinée. Nous voulons être indépendants et nous voulons librement régler notre vie. Les soins et l'amour de la Yougoslavie, notre mère, doivent nous protéger. Ce n'est que dans son sein que notre peuple trouvera tout ce qu'il lui faut ; ce n'est que dans l'Etat yougoslave que le peuple développera toutes ses facultés, toutes ses vertus et deviendra un facteur précieux et respectable de la civilisation humaine. »

Le « Slovenec » du 24 décembre écrit :

« C'est la guerre. Nous n'avons pas de vrai Noël... Comme jamais jusqu'ici notre idée nationale est puissante. Elle est devenue l'idée directrice de toute notre activité publique. La force que nous n'entrevoyions même pas avant la guerre, s'est emparée de chaque cœur, a marqué de son empreinte chacune de nos pensées et chacune de nos idées ; elle a inondé comme un torrent impétueux toutes nos plaines, elle est arrivée au dernier village, elle a dépassé les frontières du pays et atteint tout le sud slave. C'est parce que nous sommes conscients de cela que nous ne craignons pas la lutte. Chaque jour, nous crions à nos députés : Ne cédez en rien ! Nous sommes avec vous jusqu'à notre dernier homme ! »

Le slavisme des Bulgares

Notre rédacteur en chef a envoyé au directeur de la revue anglaise « The New Europe » la lettre suivante :

Dear Sir,

The doubtlessly interesting article of M. Milan Ćurčin, on the Bulgarians and Slavdom, published in No. 48 of your estimable review, contains some important points which, although expressed in a general form, represent only the personal opinion of the author and, I may add, a false one.

I do not speak of the certainly highly inspired author's desire for a « close union between the South Slavs and the Bulgarians » — a merely platonic wish devoid of all practical value both in itself and also as regards the person of M. Ćurčin, who is, I may state, no politician but a man of science.

As Lecturer of the German language and German literature at the University of Belgrade, he never took any part in political things nor contributed in any way to the forming or determining of public opinion in Serbia. From the responsible political circles in Serbia he was as distant as any simple citizen, and his present profession of faith in the Bulgarian problem is consequently a purely dogmatic one.

I also wish to place M. Ćurčin's appreciation of Bulgarian qualities on its true level and to state that the « progressive people » as M. Ćurčin describes the Bulgars, — who possess all these positive qualities, some of which are lacking in the true South Slav races and which the latter should have learned from the Bulgarians, such as : perseverance, an industry that does not disdain small things, discipline and, — as a result — the faculty of organisation, — enjoyed a very different reputation before the revelations of M. Ćurčin.

The assertions of M. Ćurčin are neither to be confirmed by History nor by the testimonies of great numbers of travellers who have studied the psychology of the Bulgarian people. It is indeed a notorious fact that the Bulgarians remained under Turkish serfdom long after the liberation of the other Balkan peoples, just because they totally lacked the qualities attributed to them in M. Ćurčin's article. Apathetic. obedient, respectful of brutal force, — they did not move to free themselves from the ignominious Turkish domination.

When in 1877-1878, Russia at the price of great human sacrifices liberated the Bulgarian provinces, the Bulgars showed no excessive enthusiasm and even now they do not realize the magnitude of the Russian sacrifice.

Russian Officers and Officials laid down the first foundations of the political and economic organisation of the new State, and if Bulgaria has been able to make some cultural progress, it is mostly due to the work of the Russians. Modern Bulgarian legislation is another proof of the lack of any specific Bulgarian idea for the organisation of the State. What the Bulgars excel in, is docility to all German suggestions and models, and the mastery of dissimulation of their real characteristics.

It would take very long to recount the testimonies of all those who have had the opportunity of penetrating into the mystery of Bulgarian psychology and I am content to quote only two names of great authority. M. Ćurčin probably knows the very instructive book by Panoff : « The Psychology of the Bulgarian People » (Sofia, 1915, in Bulgarian), a magistral work on the applied national psychology. In this book, written by a Bulgarian of repute, no mention is made of the high qualities quoted by M. Ćurčin. The other competent testimony is that given by the Bulgarian poet, Konstantinoff, in his famous book « Baja Ganje », adduced by M. Ćurčin as the only true Bulgarian litterary work of great value which vividly portrays the Bulgarian with his Tartar characteristics. But M. Ćurčin will vainly have to seek in « Baja Ganje » for confirmation of his statements on Bulgarian qualities.

M. Ćurčin has made another political statement which is likely to be misinterpreted : « During the Balkan wars, before the unexpected attack on the Serbian Army by the Bulgarians in June 1913, I had to endure angry discussions and to live through bitter hours in Skoplje, then the Serbian Haedquarters, because of this heretical opinion. Still worse was it at the beginning of this war, in Kragujevatz, when I urged, contrary to the opinions of my best friends, that it was necessary to meet the demands of the Bulgarians to the utmost limit, if only it would prevent them from taking armed action on the side of the Central Powers. » This statement may seem an accusation against the attitude of the Serbian Headquarter, and it must be explained — not only in the interest of M. Ćurčin but especially for the sake of truth. In doing so, we will pay homage to the loyalty and readiness of Serbia in 1913 to accept the arbitration of the Tzar and to her willingness in 1915 to make some important territorial concession to Bulgaria in Macedonia, only in order to secure the intervention of this country against Turkey.

If M. Ćurčin now speaks of his « angry discussions » and « bitter hours », they have nothing to do with the Serbian politic. M. Ćurčin abuses the ignorance of the English public as regards his personal position, by representing things as if he had been a participator at the Serbian Headquarter in the decisive hours of June 1913 and August-September 1915. The fact is, that he was in Skoplje attached to the Provisioning Department, and in 1915 he served as interpreter and guide to the English and American missions where he rendered valuable services ; but his duties excluded any contact with the responsible factors at Headquarters.

It must also be remembered that the Serbian politic was determined by Belgrade in 1913 and by Nish in 1915, where the Government and the Parliament in plain agreement had declared themselves in favour of an « entente » with Bulgaria. In both cases, after these votes, the Bulgarians attacked Serbia treacherously and behaved like true Huns.

M. Ćurčin personally may hope for a « close union » with Bulgaria, but it is left to be seen whether there would be any more Serbians who would agree with him in this herostratic attitude.

Your most obedient servant,

Dr. L. MARCOVITCH

Professor of Law at the University of Belgrade, and Editor of « La Serbie ».

Un démenti de M. Katslérovitch

« Les « Beogradske Novine » du 19 décembre ont publié la nouvelle d'après laquelle j'aurais envoyé au gouvernement serbe et au nom du parti social-démocrate serbe, une proclamation avec la demande d'entamer sans tarder des négociations en vue d'une conclusion de paix immédiate.

« Si cette nouvelle n'avait pas une tendance toute particulière par rapport à la source dont elle émane, je n'y aurais pas même répondu. Je déclare que personnellement je n'ai envoyé aucune proclamation au gouvernement serbe. Quant au parti social-démocrate serbe, il a déjà exposé son point de vue dans son memorandum publié à Stockholm. »

Triša KACLEROVIĆ.

---

tenu promesse. En 1911-1912 « La dame au tournesol », en 1913 la « Résurrection de Lazar » et en 1914 « Imperatrix ».

— Et puis ?

— Et puis quelques jours après que j'avais remis à la direction mon « Imperatrix », la guerre a éclaté — et j'ai passé dix mois en prison (et cela sans l'ombre d'une accusation contre moi, et sans que l'on m'ait dénoncé !) Interné pendant 17 mois, j'en ai passé 5 sur mon lit de malade, et maintenant, me voilà ! J'attends et je supplie Dieu de me conduire là où se trouve tout ce qui me reste encore : ma mère !

J'allais lui demander encore des nouvelles d'un ami.

— Taisez-vous, je vous en prie, m'interrompt le poète. Dieu n'a-t-il pas dit : les oiseaux du ciel ne sèment ni ne récoltent ; et pourtant l'aide divine ne leur manque pas. Où tous souffrent, pourquoi ne souffrirais-je pas aussi ?

Sur ces paroles notre conversation prit fin ; mais j'aurais pu écouter jusqu'à la nuit ces paroles de douleur et de consolation, de foi et d'espoir...

* * *

Josif Konstantin Jirecek. — A Vienne vient de mourir, après une longue maladie, le professeur Jireček, le célèbre historien et professeur à l'Université de Vienne. D'origine tchèque, feu Jireček s'est occupé plus particulièrement de l'histoire des peuples yougoslaves. Déjà à l'âge de 22 ans, en 1876, il avait publié un ouvrage remarquable, « L'histoire des Bulgares », qui est resté jusqu'à nos jours l'œuvre capitale de la science historique bulgare. M. Jireček a publié, il y a quatre ans, en allemand et en serbe, son « Histoire des Serbes », dont une traduction française est en cours de préparation. Il faut rappeler aussi l'étude remarquable « Staat und Gesellschaft im mittelalterlichen Serbien », publiée par l'Académie de Vienne, un document précieux sur la civilisation serbe au Moyen âge.

Lorsque la guerre aura cessé, on aura à parler plus amplement de l'œuvre scientifique de ce grand savant slave.

* * *

Le Bulletin Monténégrin. — Le numéro 4 du « Bulletin Monténégrin » vient de paraître à Genève avec le sommaire suivant : 1. Le roi Nicolas et le Monténégro. — 2. Aperçu sur l'histoire contemporaine du Monténégro. — 3. Les communiqués des gouvernements monténégrins. — 4. Le gaspillage des fonds monténégrins. — 5. A propos d'une résolution. — 6. L'Italie et la question yougoslave. — 7. La misère au Monténégro. — 8. Revue de la Presse. — 9. Notes. — 10. Bibliographie.

Nous rappelons à cette occasion que le « Bulletin Monténégrin » est imprimé comme manuscrit et dirigé par le Comité monténégrin pour l'Union nationale, sous la présidence de M. Andrya Radovitch, ancien ministre-président. Il est envoyé à tous ceux qui s'intéressent à la question serbe.

* * *

ANGELO VIVANTE : **L'irrédentisme adriatique.** Traduction française, par Tergestinus. — Genève, Imprimerie commerciale, p. 266, 8°, prix : 3.50.

Le livre admirable du jeune Vivante, mort si prématurément, rentre dans la catégorie des meilleurs publications italiennes sur l'irrédentisme adriatique. Publié deux ans avant la guerre européenne, à Florence, par l'association la « Libreria della Voce », il nous fournit les résultats d'une enquête minutieuse à laquelle son auteur s'était dévoué avec l'ardeur d'un esprit large et libéral. Ceux qui s'intéressent au règlement nouveau de l'Europe du Sud-Est trouveront dans le livre de Vivante des indications sûres et probantes.

* * *

L'administration française dans les pays yougoslaves, par Bogumil Vošnjak. (Extrait de la « Revue des sciences politiques », tome XXXVIII, 15 août 1917).

« L'aigle français a plané pour quelque temps sur l'Illyrie yougoslave, mais les fils des Yougoslaves, établis dans l'ancienne Illyrie, gardent vivant dans leur cœur le souvenir du pays de France, cette patrie des sentiments les plus généreux et les plus humanitaires. » C'est par cette constatation que le savant professeur slovène a commencé son étude intéressante sur une belle page de l'histoire de son peuple. Une ère nouvelle avait soufflé par toutes les campagnes slovènes, une ère de liberté, d'égalité, de progrès et de vraie civilisation. Chose curieuse, Napoléon était venu en conquérant et de fait il avait délivré les provinces yougoslaves d'une oppression physique et mentale.

L'étude de M. Vošujak est une contribution sérieuse à la question yougoslave. Elle révèle aux diplomates ignorants la réalité de l'unité nationale serbo-croato-slovène, qui saura s'imposer au monde un jour ou l'autre, malgré tout et en dépit de tout. L.

Les Yougoslaves et les revers italiens

La « Jugoslovenska Domovina » (La Patria Yugoslava) de Punta Arenas (Chili), organe de la Défense Nationale Yougoslave, section Dalmatie, commentant l'offensive austro-allemande contre l'Italie, écrit dans son numéro du 3 novembre entre autres choses ce qui suit :

« Nous regrettons cette défaite italienne, qui ne fait que prolonger la guerre et ajourner pour quelque temps les victoires des alliés. Nous espérons que l'armée italienne sera réorganisée rapidement et brisera avec les Alliés la force ennemie des Allemands qui, depuis tant de siècles, oppriment tous les peuples slaves.

« Entre nous et les Italiens, il y a eu de graves différends, mais les relations s'améliorent... L'esprit de liberté qui depuis la Russie jusqu'aux Etats-Unis domine dans le monde, présidera à la solution de nos différends avec l'Italie.

« Nous sommes sûrs que lorsque les drapeaux victorieux des Italiens seront de nouveau déployés, nous pourrons les saluer comme les emblêmes de la liberté tandis que les drapeaux austro-allemands sont pour notre peuple des signes de mort. Voilà pourquoi la défaite italienne est donc aussi notre défaite. »

Les procédés bulgares en Macédoine grecque

Salonique, le 28 novembre 1917.

J'ai souvent parlé des procédés des Bulgares contraires à toutes les règles du droit et de l'humanité employés par eux envers leurs adversaires combattants et envers la population paisible des territoires qu'ils occupent temporairement.

Aujourd'hui je parlerai de leur système de s'approprier le bien des ressortissants d'un pays qui, alors, n'était pas encore en guerre avec eux. Il s'agit de l'expulsion de milliers de Grecs de la Thrace, etc., et de la confiscation de leurs biens. Une enquête sur place antérieure m'avait déjà fourni un très riche matériel, qui s'est encore considérablement accru au courant de mes investigations actuelles.

A peine les Bulgares avaient-ils annexé, en 1913, la partie de la Thrace qui leur est revenue ensuite de la guerre contre la Turquie, qu'ils ont immédiatement mis en œuvre tous les moyens pour chasser les Grecs habitant ces contrées dans le but de s'emparer de leurs propriétés cédées ensuite, en grande partie à des Bulgares ou Bulgarisants qui quittaient le territoire hellénique pour s'établir en Bulgarie. Les émigrants bulgares s'étaient, au préalable, assuré la libre disposition de leur fortune immobilière se trouvant en Grèce par des contrats de location ou de vente dressés en due forme devant les autorités compétentes helléniques.

Les Bulgares expulsaient d'abord les Grecs, le gouvernement de Sofia accordait ensuite à ces expulsés, pour la forme, un délai très court pour la présentation de leurs titres de propriété, et, ceux-ci étant dans l'impossibilité de fournir ces pièces, car, bien entendu, des ordres secrets communiqués aux autorités interdisaient aux Grecs expulsés de franchir la franchir la frontière, leurs biens ont été déclarés sans maître et confisqués. Les quelques rares propriétaires, tels que MM. Télodini, Matsopoulo, Fimerelli, etc., qui, grâce à des démarches diplomatiques, parvenaient à rentrer dans leurs foyers, étaient immédiatement emprisonnés.

Aux représentations faites par le gouvernement hellénique au ministre de Bulgarie en Grèce et par le ministre de Grèce en Bulgarie, le gouvernement bulgare s'est constamment contenté, suivant sa tactique habituelle, de donner de vagues promesses et d'élaborer une circulaire du 17 juin 1915, sous le n° 139, interprétative du décret royal de 1915 (n° 49), dans laquelle il fixait un délai dérisoire de cinq jours, pendant lequel les propriétaires d'immeubles, même ceux résidant à l'étranger, étaient tenus de présenter leurs titres de propriété pour une prétendue vérification. Faute de quoi les biens seraient confisqués et déclarés propriétés de l'Etat.

De cette façon, les Bulgares ont confisqué dans les arrondissements de Gjoumouldchina, Xanthi, Agathoupolis, Dédéagatch, Soufli, Ortakeui, Sozoupolis, Vassilico, Lagos en Thrace et de Mélenico, Pétritch, Nevrokop, Stroumnitsa, Kisil-Agatch en Macédoine, pour 167 millions de biens des Grecs qui se sont réfugiés dans les nouveaux territoires helléniques. Le chiffre des pertes de ceux qui se sont réfugiés dans l'ancienne Crèce et les îles de la mer Egée n'est pas encore définitivement recueilli.

Avec quelle sauvagerie les Bulgares ont procédé à l'expulsion de l'élément grec, la preuve en est la destruction du cimetière grec de Xanthi. Afin d'effacer toute trace pouvant rappeler l'existence de l'élément grec dans cette région, les autorités bulgares n'ont pas hésité à faire ouvrir les tombes, déterrer et jeter aux ordures les ossements, briser les pierres tombales portant des inscriptions grecques et, enfin, à transformer l'église du cimetière en écurie. Il n'était pas rare non plus, comme j'ai pu le constater personnellement sur les victimes, qu'avant d'expulser les malheureux, les Bulgares leur ont infligé encore des mutilations, etc.

Lors de ma première enquête, le nombre total des réfugiés et expulsés grecs des territoires bulgares fut de 36.006. Depuis lors il s'est accru encore. Les conclusions du rapport de ma première enquête au sujet de ces expulsions, conclusions qui n'ont pas changé aujourd'hui, furent:

Ce qui frappe le plus l'enquêteur désintéressé, c'est le nombre énorme des expulsés de la Bulgarie et le fait que tous ces gens furent dépouillés de leur avoir. L'expulsion en temps de paix sans cause légale d'étrangers ayant habité depuis longtemps le pays — la Grèce n'était pas en guerre avec la Bulgarie — est déjà une mesure qu'on ne peut pas facilement justifier par les lois. En tout cas, c'est une mesure draconienne inadmissible en l'état actuel des rapports internationaux en temps de paix. Mais ce qui dépasse tout et qui est contre toutes les règles du droit, c'est la confiscation des biens des expulsés. Je ne comprends pas comment un gouvernement d'un pays, qui a la prétention de compter parmi les Etats civilisés, puisse se laisser aller à une telle piraterie.

Le but ou plutôt les buts de la manœuvre ressortent très nettement de mon enquête: L'Etat bulgare veut à tout prix « bulgariser » les contrées qu'il a occupées pour pouvoir plaider ensuite, par voie de déduction, auprès des grandes puissances d'Europe et d'Amérique la thèse de la Macédoine et de la Thrace bulgares. L'élément grec, trop gênant, ne cadre pas avec le « milieu entièrement bulgare » auquel on voudrait faire croire le monde.

Le second but de l'expulsion et de la spoliation des Grecs de la Macédoine et de la Thrace est l'enrichissement de l'Etat et des particuliers bulgares. Les Grecs sont des gens habiles qui savent acquérir et garder des économies et des biens. L'Etat bulgare a trouvé dans la spoliation des biens grecs un moyen très commode de s'enrichir. Grâce à ce procédé inadmissible et illégal, des gens autrefois millionnaires, sont aujourd'hui réduits à la misère.

Mais la cupidité des fonctionnaires et même celle des simples citoyens bulgares profite aussi de ces expropriations en prélevant un fort impôt sur les « gains » de l'Etat. Ainsi, au cours de mon enquête, j'ai constaté à maintes reprises que officiers, gendarmes et fonctionnaires civils, rançonnaient impitoyablement les pauvres expulsés. Par exemple, le préfet Sfinaroff, le général Kirkoff et le chef de la police de Gjoumouldjina Donseff, partagèrent le mobilier, les bijoux, etc., du Dr. Matsopoulos, qui avait cependant rendu de signalés services aux Bulgares.

Et que dire du roi Ferdinand de Bulgarie, qui assista ou présida, d'après les dires de mes nombreux témoins de Gjoumouldjina, à l'expulsion à la baïonnette de 20 familles de Kutchukeui?

N'est-on pas frappé de la ressemblance des moyens utilisés par les Bulgares envers les Grecs résidant sur leur territoire avec ceux qu'ils mettent en œuvre contre les malheureux Serbes en Serbie envahie?

R. A. Reiss.

L'unité bulgare

La « Gazette de Lausanne » du 6 janvier publie sous ce titre l'information suivante:

« M. Léon Savadjian, directeur de l'Agence balkanique, nous dit être en mesure d'affirmer que les prétendues résolutions de dévouement et de fidélité à la Bulgarie dont le gouvernement de Sofia fait état pour englober Roumains, Tatares, Serbes, Macédoniens, Albanais et Grecs dans l'« unité bulgare » ont été prises sous la menace et la terreur instaurées dans les pays occupés.

« Bien mieux, le ministre bulgare de l'intérieur a prescrit aux préfets des territoires occupés de recueillir à tout prix et en ne reculant devant aucun moyen, le plus possible de déclarations d'attachement à la Bulgarie. C'est ce qu'on appelle à Sofia comme à Berlin, « la libre expression de la volonté populaire ».

Nous publierons dans le prochain numéro quelques documents sur cette fabrication de « loyalisme ».

La propagande bulgare en France

Un correspondant occasionnel nous écrit de Paris:

Lorsque la Bulgarie entra en guerre aux côtés des Empires centraux et contre les puissances de l'Entente, un grand nombre de Bulgares aux sentiments plutôt douteux, furent autorisés à conserver leur résidence à Paris. Parmi ces Bulgares se trouve M. D. Tsokoff, ancien ministre de Bulgarie à Londres.

On n'aurait jamais soulevé la question du permis de séjour accordé à ces ennemis de la France si des renseignements précis ne nous indiquaient pas la néfaste besogne à laquelle se livrent ces messieurs en pleine guerre entre la Bulgarie et la France.

M. D Tsokoff est particulièrement visé. Secrétaire de légation à Pétrograde, favorisé par le ministre de Bulgarie dans cette ville, M. Stancioff, avec lequel il est apparenté, M. Tsokoff devint ministre de Bulgarie à Londres en 1906 — sauf erreur, — lorsqu'à la tête des Affaires étrangères à Sofia se trouva soudainement son protecteur et ami M. Stancioff. A Pétrograde, M. Tsokoff avait épousé une riche comtesse, avec laquelle il partage aujourd'hui un somptueux appartement, 21, avenue Victor-Hugo, à Paris.

L'activité de M. Tsokoff à Londres ne présente aucun intérêt. M. Tsokoff s'est révélé comme un diplomate très médiocre et plutôt incapable, sous différents rapports. Par contre, il s'adonna entièrement au jeu de Bourse où il gagna deux millions dans l'espace de deux années. Bientôt après il fut relevé de son poste. Les motifs qui ont motivé son relèvement de fonctions impliquaient son incapacité diplomatique.

Lorsque la guerre européenne éclata, M. Tsokoff se trouvait en résidence permanente à Paris, où son protecteur et ami, M. Stancioff, remplissait les fonctions de ministre de Bulgarie. A partir de ce moment nous voyons M. Tsokoff se rendre à plusieurs reprises en Bulgarie, puis à Rome, puis à Pétrograde. De cette dernière ville, il envoya au journal bulgare « Préporetz », organe du parti démocratique auquel M. Tsokoff appartient, plusieurs dépêches signées d'un pseudonyme.

L'intervention bulgare trouva M. Tsokoff à Paris. Devant ses amis bulgares, il affirma que c'est l'insistance de sa femme, Russe d'origine, qui le retenait en France, tandis qu'il avait un désir ardent de se rendre dans son pays. Ce qu'il disait aux Français, ceux qui ont causé avec lui, le savent bien.

Car M. Tsokoff ne reste pas à Paris sans rien faire. Il met largement à profit l'hospitalité généreuse de la France pour calomnier la Serbie, la Roumanie et la Grèce. Nous le voyons au Quai d'Orsay, puis chez M. Léger, puis dans les cercles politiques, souvent avec des journalistes, des écrivains. A tous, il dit que la cause de l'intervention bulgare aux côtés de la Prusse n'est nulle autre que la Serbie elle-même... cette Serbie qui, pourtant, pour faire preuve de loyauté et d'esprit conciliant, consentait à céder à la Bulgarie les plus rigoureusement serbes de ses provinces, jusqu'à Prilep; elle était même prête à aller au delà et à faire d'autres sacrifices afin d'éviter une effusion nouvelle de sang. Tout cela ne gêne pas beaucoup ce diplomate bulgare, qui a eu même l'audace de rédiger un mémoire spécial sur l'intervention bulgare, dans lequel il cherche à prouver que c'est le haut commandement serbe, plus particulièrement le prince Alexandre, qui aurait empêché la réalisation d'un accord serbo-bulgare!

Mais M. Tsokoff ne se contente pas de calomnier les Serbes. Il s'efforce aussi de tromper l'opinion publique française sur les véritables sentiments du peuple bulgare à l'égard des Alliés. Il cherche à faire croire à la France que le peuple bulgare n'a rien de commun avec la politique de M. Radoslavoff, qu'il la désapprouve et qu'il est même capable d'une réaction favorable à l'Entente!

M. Tsokoff lit à Paris même, et très régulièrement, les journaux bulgares; il est mieux placé que tout autre pour se rendre compte que la Bulgarie tout entière, que les groupements politiques de toutes les opinions et de toutes les nuances ne désirent qu'une chose: le triomphe de la Prusse contre les puissances qui luttent pour l'instauration d'une nouvelle ère dans le monde. Et pourtant il affirme le contraire, et, ce qui est le plus étrange, il trouve des gens en France qui ajoutent foi à ses « informations »!

Jos. Del.

L'Amérique et la Serbie

— La réception de la mission serbe —

Le bureau de presse serbe à Corfou nous envoie l'information suivante:

Le 6 janvier eut lieu au Sénat américain la réception solennelle de la mission serbe se trouvant à Washington. Le président du Sénat salua la mission par un discours chaleureux, relevant la persévérance et la bravoure du peuple serbe dans les luttes séculaires contre la Turquie et l'Autriche-Hongrie. Il termina en faisant le vœu que la guerre actuelle fût couronnée par la libération et l'union du peuple serbe. M. Vesnitch, le chef de la mission, répondit en faisant l'éloge de l'Amérique pour ses efforts pour réaliser l'idéal de la liberté et de la justice dans l'humanité. Il exprima l'espoir que la persévérance du peuple serbe soutenu par ses alliés et l'Amérique lui donnera l'union et la liberté. Les sénateurs accueillirent les discours par une l'approbation unanime.

Le 9 janvier eut lieu la réception de la mission serbe à la Chambre des représentants à Washington. La mission assista d'abord à la séance du Congrès à laquelle le président Wilsan lut le discours sur les buts de guerre. La réception à la Chambre des représentants fut aussi chaleureuse qu'au Congrès. Le président de la Chambre marqua dans son discours l'importance du rôle de la Serbie et la bravoure de l'armée serbe. M. Vesnitch répondit en exposant l'origine de la guerre qui était dans la haine que l'impérialisme allemand avait vouée aux démocraties et dans son aspiration vers l'hégémonie mondiale. Il exposa ensuite la terreur avec laquelle sont en lutte les Yougoslaves, la solution de cette question étant indispensable pour une paix durable. Il insista sur le fait que tous les alliés doivent déployer toute leur énergie pour vaincre, car la paix ne peut être obtenue que par la victoire. Les discours furent accueillis par de vives approbations.

Le jour de Noël la mission accompagnée du ministre des Affaires étrangères avait salué la mémoire du fondateur de la liberté américaine comparant son œuvre à l'œuvre de Karageorge en Serbie. M. Vesnitch exprima la conviction que les descendants de Washington étendront les bienfaits qu'il a assurés à l'Amérique à tous les autres peuples.

Un lapsus du « Temps »

Le « Temps » du 11 janvier, en commentant le discours du président Wilson, parlant de la Bulgarie, s'exprimait dans les termes suivants:

« Aux Etats qui combattent aux côtés de l'Allemagne, M. Wilson offre des conditions telles qu'aucun d'entre eux ne peut plus se sentir menacé. Désormais, il ne tient qu'aux Turcs de sauver l'empire ottoman. Il ne tient qu'aux Bulgares d'envisager un règlement balkanique — règlement qui devient beaucoup plus facile si l'on commence par déclarer, comme l'a fait M. Wilson, que la Serbie doit recevoir « la sûreté d'un libre accès à la mer ». C'est en effet la spoliation de la Serbie, après la guerre de 1912, qui a rendu insoluble le problème des Balkans. »

Nous croyons savoir qu'il s'agisse ici d'un lapsus involontaire du rédacteur politique du « Temps », parce que toute l'attitude du grand journal parisien dans la question bulgare dément cette conception par trop légère du caractère agressif de la politique de Sofia.

Un démenti

Le bureau de presse serbe à Corfou nous envoie le communiqué suivant:

Certains journaux suisses ont publié à la fin du mois de décembre une nouvelle de Berlin suivant laquelle un conseil de la couronne serbe aurait eu lieu à Salonique pour examiner la question de la continuation de la guerre. La majorité des ministres aurait été hostile à la continuation de la lutte et seul le président du Conseil y aurait été favorable. L'attitude du Prince héritier, d'après la dite nouvelle, aurait été indécise et on affirme que les manifestations auraient eu lieu en faveur de la paix et en faveur du général Boyovitch, qu'on qualifie de général pacifiste et d'homme de l'avenir en Serbie. Cette nouvelle de source allemande est une pure invention. Aucun conseil de la couronne ne fut tenu à Salonique et le président du Conseil des ministres n'aurait pas pu y assister étant en France au moment où les dits journaux placent ce conseil, et n'étant revenu que le 29 décembre. Il est clair donc, que tout est invention dans cette nouvelle qui vise à induire en erreur l'opinion publique et à présenter la politique serbe comme agressive et belliqueuse. Par contre c'est un fait connu aujourd'hui, que la Serbie fut victime d'une agression depuis longtemps méditée et préparée par les ennemis qui l'attaquèrent dans un but de conquête et d'oppression. De même est complètement inventée la nouvelle que les rois de Serbie et du Monténégro ont l'intention, immédiatement après la conclusion de la paix sur le front oriental, d'entrer en contact direct avec Pétrograd pour entamer les négociations de paix avec les puissances centrales.

Des protestations yougoslaves à Trotzky

La colonie yougoslave de Londres a télégraphié à Trotzky pour protester contre le droit des délégués austro-hongrois à Brest-Litovsk de représenter les Serbes, les Croates et les Slovènes d'Autriche-Hongrie.

« Souvenez-vous, dit cette protestation, quand vous cherchez à négocier une paix démocratique avec les délégués des gouvernements qui sont les derniers champions de l'autocratie, de la tyrannie et du militarisme, que vous fûtes vous-mêmes mis hors la loi par le tsar autocrate. »

De même à Genève, les émigrés yougoslaves ont tenu la semaine passée une réunion pour protester contre la prétention des dirigeants de Vienne et Budapest de parler au nom du peuple yougoslave et pour dire à Trotzky que les Yougoslaves ne désirent pas des autonomies autrichiennes mais bien l'indépendance nationale, réelle et sans aucune communauté avec la maison des Habsbourg.

Imprimerie Reggiani, Rue du Diorama, 16